

Enquête sur les opinions et les attitudes des migrants turcs en Allemagne et en Autriche

Plus de 5 millions de personnes d'origine turque résident en Europe, hors de la Turquie. C'est un lien humanitaire que la Turquie et l'ensemble de la communauté européenne ont tissé depuis le début des migrations à grande échelle dans les années 1960. Les questions d'immigration, de citoyenneté, d'intégration, d'assimilation, d'échanges sociaux provoqués par cette migration et la création de communautés de diaspora turques permanentes en Europe ont longtemps été politiquement sensibles. Les partis conservateurs et de droite en Europe ont traité les questions de migration et de diversité culturelle pour alimenter souvent la peur des migrants et essayer de mettre en évidence les préoccupations de certains Européens face à une évolution démographique rapide.

Les relations entre l'Union européenne – nombre de ses États membres – et la Turquie se sont considérablement détériorées ces dernières années. Depuis 2014, les Turcs à l'étranger, en Europe et ailleurs dans le monde ont pu participer aux élections turques, ce qui a conduit à des campagnes actives de la part de certains chefs d'État et de gouvernement dans les pays européens. Pour ces raisons et plusieurs autres, l'intérêt politique et académique pour la diaspora turque et ses relations avec la société et la politique européennes s'est considérablement accru ces dernières années.

La diaspora turque et turco-kurde se sent chez elle dans l'ensemble de l'Europe. Elle est très satisfaite de ses conditions de vie et généralement satisfaites également des politiques d'intégration appliquées par les pays d'accueil.

La communauté turque en Allemagne et en Autriche ne s'intéresse plus à la politique européenne, et se plaint peu des autorités avec peu d'implication dans la politique des partis dans les pays concernés. Néanmoins, la plupart des diasporas turques basées en Europe continuent de s'identifier globalement en tant que Turcs plutôt que des membres à part entière des sociétés dans lesquelles ils résident, et ils demeurent plus impliqués dans les développements et la politique en Turquie que dans leurs pays actuels. En bref, ils

soutiennent implicitement et catégoriquement les propos du président turc Recep Tayyip Erdoğan selon laquelle les Turcs en Europe devraient «intégrer, mais pas être assimilés», même si la compréhension exacte de cette phrase est ouverte à l'interprétation.

Ces déductions et bien d'autres ont été examinées dans un sondage d'opinion auprès des communautés turques d'Allemagne et d'Autriche. Cette enquête s'est déroulée de décembre 2020 à janvier 2021 et a été commandée par le Centre de recherche et d'études MENA. Au total, 1236 Turcs ont été interrogés en Allemagne et 393 en Autriche.

En fournissant une base de données, les auteurs espèrent que cette recherche pourra aider les décideurs politiques, les scientifiques et le grand public à voir les liens entre les évolutions en Turquie et l'Union européenne et éventuellement à trouver des idées menant à une soi-disant politique d'intégration en Allemagne et en Autriche.

Principaux résultats

Un Turc sur cinq résidant dans les pays examinés envisage de retourner en Turquie pour y vivre, tandis que 72% souhaitent rester dans leur pays de résidence actuel. La proportion des répondants basés en Allemagne qui déclarent vouloir rentrer en Turquie ou déménager est légèrement plus élevée qu'en Autriche à 24 pour cent.

La plupart des répondants s'identifient principalement comme Turcs - 72% au total – et seuls quelques-uns s'identifient principalement comme membres des pays hôtes. Cependant, les concepts de «turcité», de religion et de transmission des traditions turques à la génération suivante sont tous très importants pour les répondants, tous ces concepts sont beaucoup plus importants que l'identification au pays hôte.

Les réponses sur l'utilisation de la langue montrent une séparation claire – qui n'est pas surprenante – entre la langue utilisée à la maison et celle utilisée au travail : la plupart des répondants parlent la langue du pays d'accueil au travail mais préfèrent le turc à la maison. Ils sont assez divisés par rapport à la langue avec laquelle ils reçoivent leurs messages, mais le turc est clairement préféré lorsqu'il s'agit du dialogue et de partage. Les répondants apprécient beaucoup leur connaissance du turc.

En termes d'utilisation des médias, la télévision l'emporte sur les informations sur Internet, les médias sociaux et les journaux, mais l'environnement médiatique dans son ensemble a été éclaté - une fragmentation qui est également évidente en Turquie même. La télévision

en langue turque est la plus regardée, tandis que très peu de répondants lisent les journaux turcophones. Il y a un grand intérêt pour les informations relatives à la Turquie, bien plus que les informations des pays de résidence. Les jeunes répondants sont un peu moins axés sur les nouvelles en relation avec la Turquie que les répondants plus âgés, mais ils ont aussi grand intérêt pour les informations sur la Turquie.

En général, les personnes interrogées ont des opinions positives sur leur propre communauté turque dans leur pays d'accueil, des opinions positives sur la population locale non turque et des opinions légèrement positives sur les migrants et les réfugiés non turcs. Les membres de la communauté déclarent qu'ils constatent une discrimination contre les Turcs dans leur pays d'accueil, mais peu de répondants déclarent avoir été personnellement insultés ou agressés physiquement en raison de leur appartenance ethnique. De nombreux répondants pensent que la discrimination affecte leurs perspectives de carrière. Les opinions diffèrent selon comment le gouvernement du pays hôte traite avec la communauté turque sur un même pied d'égalité ou non avec communauté globale.

La plupart des répondants se disent heureux de vivre dans leur pays actuel, mais une majorité - quoique moins importante - dit également qu'ils seraient plus heureux en Turquie. La plupart des répondants affirment que leur pays actuel est plus démocratique que la Turquie. Néanmoins, la plupart des personnes interrogées souhaiteraient que leur pays hôte accorde davantage de soutien à la Turquie. De meilleures relations bilatérales, selon l'opinion dominante, signifieraient une meilleure situation pour les Turcs dans leur pays actuel. Les répondants se contredisent quelquefois quand on veut savoir s'il est important de défendre la politique turque eux-mêmes - et fait intéressant, très peu disent qu'ils sont forcés par les autorités turques de le faire.

Les réponses varient quand on veut savoir si « votre pays actuel a réussi à intégrer les immigrants turcs ». Bien que la plupart des répondants disent « se sentir chez eux » dans leur pays d'accueil, une forte majorité dit que la communauté turque devrait être plus connectée avec la communauté non-turque. De même, une très grande majorité des répondants indiquent que la communauté turque doit garder sa propre identité. Ces souhaits contradictoires pour la connexion et la séparation et des affinités communautaires distinctes semblent renforcer l'attachement réflexif à l'idée d'assimilation sans intégration - un terme prôné par le président turc Recep Tayyip Erdogan et expressément accueilli par une grande majorité des répondants.

Les Turcs qui n'ont pas la citoyenneté de leur pays d'accueil sont plus critiques à l'égard des efforts d'intégration du pays hôte que ceux ayant déjà la citoyenneté. En effet, ceux ayant la citoyenneté sont plus positifs sur pratiquement tous les aspects de la vie dans le pays d'accueil. Peut-être il faut s'y attendre car la citoyenneté est l'une des mesures ultimes de l'intégration complète au niveau individuel.

Il existe un fort consensus sur le fait que les enfants des répondants ont une bonne éducation dans leur pays actuel. Les répondants sont également convaincus que les écoles de leurs pays actuels sont meilleures que les écoles en Turquie. Rares sont ceux qui préféreraient que leurs enfants grandissent et être éduqués en Turquie. Une grande majorité des répondants estiment que les Turcs ont juste la possibilité d'aller à l'université dans leur pays d'accueil. Les opinions autour de la question s'il existe un accès à l'éducation mixte turcophone et islamique, peu préféreraient l'école islamique pour remplacer l'école publique pour leurs enfants.

Peut-être en raison de cette satisfaction générale à l'égard de la vie dans leur pays actuel, et bien que la plupart des personnes interrogées aient déclaré avoir vécu longtemps dans leur pays actuel – une moyenne de 27,5 ans parmi l'échantillon - la plupart disent ne pas être impliqués dans la politique de leurs pays. Dans ce contexte, la plupart disent même qu'ils ne se sentent pas représentés politiquement dans leurs pays actuels.

Dans l'ensemble, il y a peu d'intérêt pour la politique européenne et, en général, un engagement limité pour la politique et les partis politiques européens, ce qui se traduit par un taux de non-réponses élevé aux questions sur ces sujets.

Les répondants ne sont pas d'accord sur le point qu'ils sont fiers de vivre dans un pays de l'UE, si l'Union européenne sert leurs intérêts économiques et si la Turquie devrait devenir un membre de l'UE. Malgré cette ambivalence, les répondants sont généralement satisfaits de l'Union européenne.

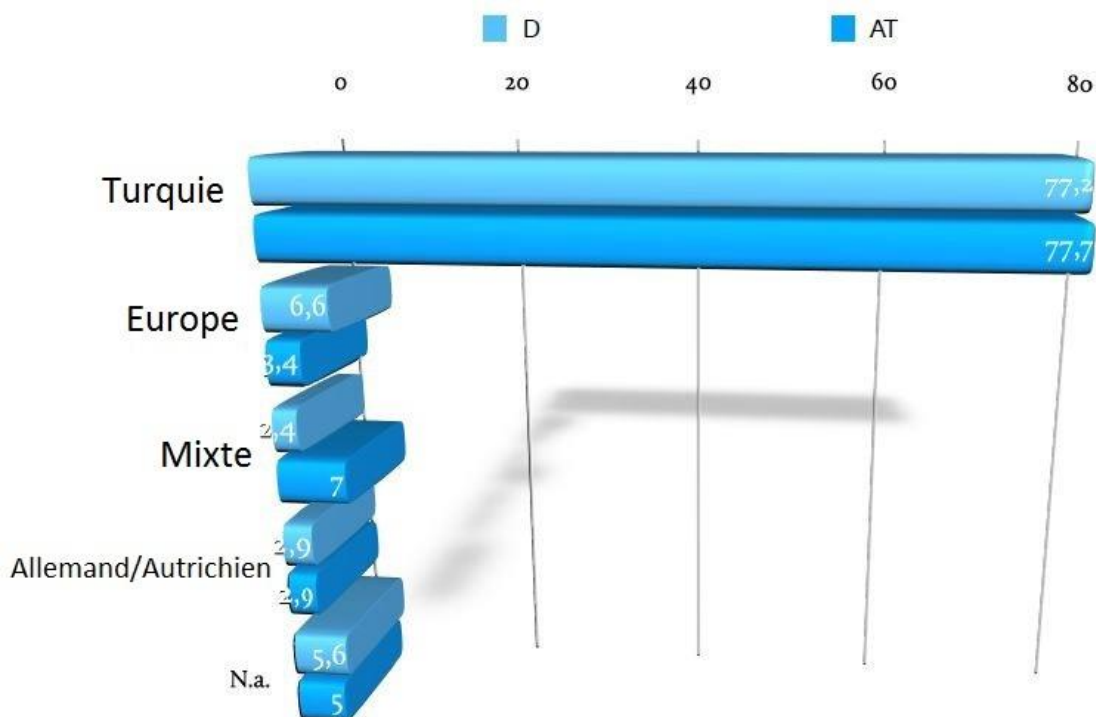
Le sondage montre des opinions partagées sur la politique turque, y compris le président Erdoğan en personne, et s'il se soucie du bien-être des Turcs en Europe. Erdoğan est, cependant, plus populaire que toute autre personnalité politique turque interrogée, y compris le chef de l'opposition Kemal Kılıçdaroğlu et leader nationaliste Devlet Bahçeli. Sans surprise, les répondants attribuent une note très négative au leader du PKK Abdullah Öcalan, bien que près de la moitié des 6% qui s'identifient principalement comme Kurdes le voient positivement.

Parmi environ 66% des répondants de nationalité turque, une nette majorité (environ 56%) a déclaré avoir voté aux élections turques de 2018. Leurs préférences auto-déclarées reflètent à peu près celles de la Turquie, même s'il est frappant de constater que la droite ultranationaliste de la diaspora, semble avoir un petit attrait : parmi eux qui disent avoir voté pour le parti de la Justice et de Développement (AKP) 51%, le Parti républicain du peuple (CHP) 30%, le Parti démocratique des peuples (HDP) 10% et les autres partis réunis seulement 9%.

Identité, langue et citoyenneté

75% des répondants autrichiens disent qu'ils sont nés en Turquie, les répondants allemands 55% sont nés en Allemagne. Les répondants allemands, en revanche, 45%, considèrent chanceux d'être nés en Allemagne et d'avoir également passé plus de temps en Allemagne. En ce qui concerne la question d'identité, les répondants ont évalué l'importance de divers aspects de leur identité sur une échelle de 1 à 10. Le 1 étant le moins important et 10 étant le plus important. Sources d'identité traditionnelles - y compris l'appartenance ethnique, la religion et la culture traditions - sont très importantes pour presque tous les répondants. En général, pour toutes les questions, les répondants plus jeunes accordent moins de valeur aux différentes composantes de l'identité turque, tandis que les répondants moins instruits et ceux qui connaissent la langue nationale leur accordent plus de valeur.

La religion est également considérée comme très importante avec un total de 7,84. Pour l'identité ethnique, les répondants plus âgés accordent plus d'importance à leur religion que les répondants plus jeunes. Les répondants disent qu'il est très important de maintenir les traditions turques vivantes et de les transmettre à leurs enfants. Là aussi, l'ancienne génération est impliquée davantage de transmettre les traditions turques que les plus jeunes répondants.



Avec un total de 5,92, les répondants accordent moins de valeur à l'identité de leur pays hôte. Là, la répartition selon l'âge est inversée, les plus jeunes répondants mettent de la valeur sur leur identité européenne beaucoup plus que les plus anciennes générations, mais toujours moins que leur identité turque.

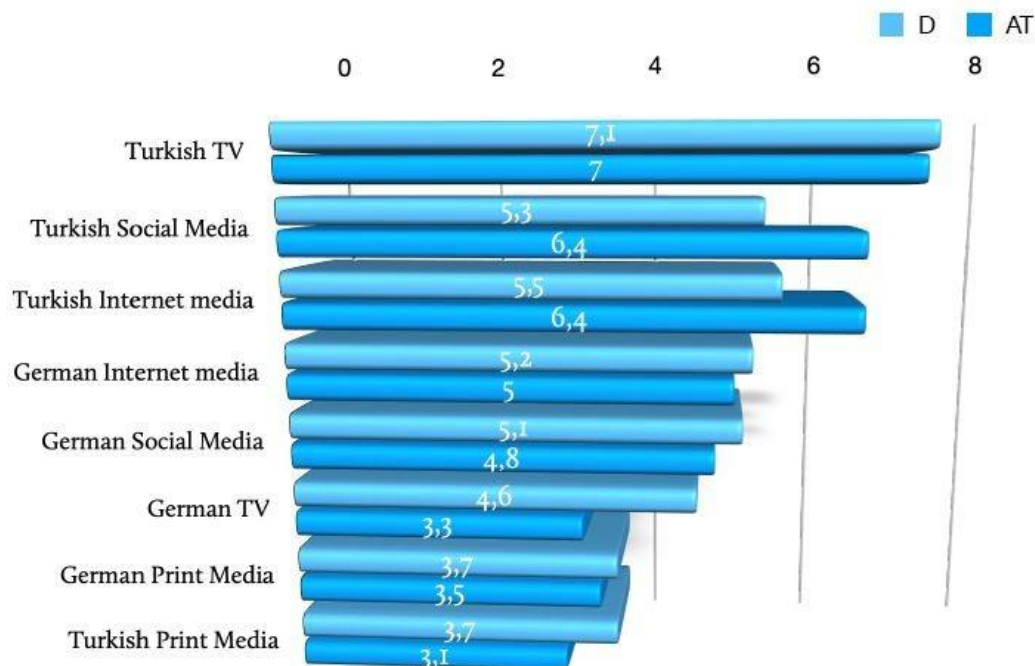
En ce qui concerne la langue, la plupart des répondants parlent la langue du pays d'accueil au travail, mais préfèrent le turc à la maison. Cela n'est pas surprenant car la plupart de la jeune génération de la diaspora est plus à l'aise avec la langue de son pays d'accueil - qui est utilisée à l'école et au cours de leur carrière - mais elle revient souvent le soir dans des ménages multigénérationnels.

Media, informations et sources d'information

Les répondants recourent à une variété de sources d'information pour obtenir des informations sur la politique, l'économie et les problèmes sociaux, mais ils accordent une grande valeur aux sources en langue turque dans les deux pays. La communauté autrichienne est multiplateforme principalement axée sur les sources en langue turque. Les répondants les plus âgés sont plus susceptibles de s'appuyer sur des sources turcophones,

tandis que les plus jeunes sont plus susceptibles de consulter des sources d'information dans la langue de leur pays actuel.

Les personnes interrogées moins instruites s'appuient beaucoup plus souvent sur les sources en langue turque, tout comme celles qui ne sont que des citoyens turcs et ceux ayant des revenus.



Ces tendances sont particulièrement à constater dans le comportement envers la télévision.

La télévision turcophone est la source la plus influente dans l'enquête, avec une pondération moyenne de 6,79 sur 10. Les actualités télévisées en langue du pays d'accueil revêt une importance nettement moindre avec un pourcentage moyen de 4,58. Les répondants autrichiens attribuent aux sources d'information du pays hôte le pourcentage le plus bas avec seulement 3,29. L'importance de la télévision en langue turque peut être liée au support lui-même, selon la génération : la télévision est généralement préférée par les répondants plus âgés qui parlent couramment moins la langue du pays d'accueil.

En ce qui concerne les sources d'information en ligne, l'écart entre les sources turques et les sources du pays d'accueil se rétrécit considérablement, peut-être parce que les jeunes répondants utilisent ces sources plus souvent et sont plus susceptibles de parler couramment la langue du pays d'accueil.

Les répondants déclarent que les portails d'information sur Internet en turc jouent un rôle important avec un pourcentage total moyen de 5,73 dans les pays examinés, contre 5,51

pour les portails d'information sur Internet en langue du pays hôte. Il y a des différences entre les pays par rapport à cette question. Les répondants autrichiens lisent les sources turques d'Internet plus, alors que les répondants allemands sont généralement moins dépendants d'Internet sources.

En termes de dépendance aux réseaux sociaux pour avoir des informations sur la politique, l'économie et les questions sociales, les personnes interrogées dans les deux pays s'appuient davantage sur les sources en langue turque, mais les différences sont infimes. Les sources de réseaux sociaux turcophones ont un pourcentage moyen de 5,74 dans l'enquête, contre un pourcentage de 5,32 pour les médias sociaux en langue du pays d'accueil. La division est la plus grande en Autriche, où les répondants consultent les sources des médias sociaux turcs beaucoup plus souvent que les sources austro-allemandes. Dans les deux pays, les jeunes répondants dépendent davantage des médias sociaux et les sources des médias sociaux du pays hôte sont la principale source d'information pour les personnes âgées de 18 à 29 ans, même si une minorité significative de la population plus jeune dépend principalement des médias turcs. Cette découverte montre que même pour les répondants plus jeunes, plus intégrés dans la langue, la société et l'écosystème de l'information des pays d'accueil, la langue turque reste un point fort de différenciation de la société au sens large.

Comme pour la plupart des marchés mondiaux, l'enquête montre que les journaux et les magazines sont dans l'ensemble beaucoup moins utilisés. Mais peut-être en raison de l'accès limité aux journaux turcs, c'est un domaine où un média du pays hôte s'avère légèrement plus important que le contre-média turcophone : à travers l'enquête, les journaux en langue du pays d'accueil ont un pourcentage moyen de 3,96, tandis que les journaux en langue turque ont un poids moyen de 3,56. L'Allemagne est l'exception, car les journaux en turc ne sont qu'à un petit écart par rapport aux journaux allemands.

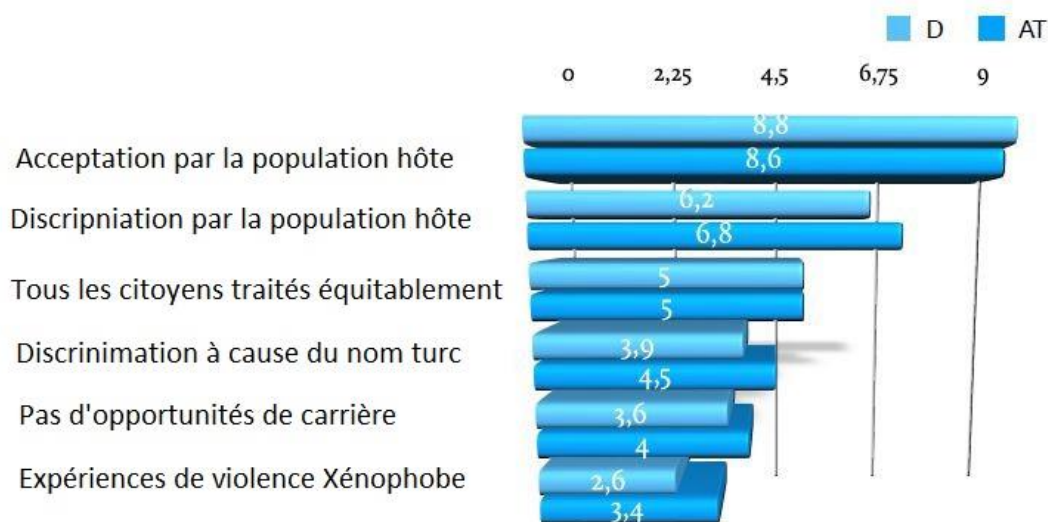
Dans l'enquête, on a demandé aux répondants dans quelle mesure ils suivaient les actualités de différents domaines - en particulier de la Turquie, du pays hôte et d'autres pays européens et autour du monde. L'intérêt pour les informations sur la Turquie était toujours élevé, avec une moyenne de 7,87% dans les pays étudiés et peu de différence entre les pays. Les répondants jeunes, mieux éduqués et à revenu élevé sont relativement moins intéressés par les nouvelles de la Turquie, mais ils montrent toujours un niveau d'intérêt absolu haut. L'intérêt pour les informations sur le pays d'accueil est relativement élevé avec une moyenne de 6,35 selon l'enquête. Les répondants sont les moins intéressés par des

informations sur les autres pays européens et le reste du monde avec un pourcentage moyen de seulement 5.1%.

Les relations avec la communauté et la discrimination

Les répondants ont généralement une opinion positive par rapport à l'ensemble de la population de leur pays d'accueil.

Cette vision généralement positive de la relation entre la diaspora et la communauté nationale au sens plus large est rendue un peu plus difficile par les réponses à un certain nombre de questions spécifiques sur la discrimination qui brossent un tableau plus nuancé. L'enquête a demandé dans quelle mesure un certain soit appliqué par le sondé, 1 étant « pas du tout » et 10 étant « beaucoup ». Les répondants sont généralement d'accord que les Turcs sont victimes de discrimination dans leur pays de résidence.



À première vue, il est surprenant que les répondants plus jeunes, plus intégrés dans les sociétés du pays d'accueil que les plus anciennes à travers plusieurs mesures, perçoivent une plus grande discrimination. On pourrait supposer que la jeune génération a des attentes plus élevées d'égalité de traitement précisément parce qu'ils se sentent plus à l'aise dans le pays. En revanche, les membres de la génération plus âgée qui, selon l'enquête, sont moins à l'aise

dans le pays de leur choix peuvent avoir moins d'attentes à l'égard du pays d'accueil que le droit de gagner leur vie.

Cette tendance se poursuit lorsqu'on demande aux répondants s'ils ont déjà été personnellement offensés ou agressés physiquement par des xénophobes. Les hommes et les jeunes répondants signalent à nouveau de telles attaques plus fréquemment. La tendance se confirme encore quand on leur demande s'ils ont été victimes de discrimination en raison de leurs noms turcs ou de leurs origines turques. L'Allemagne enregistre le taux le plus élevé.

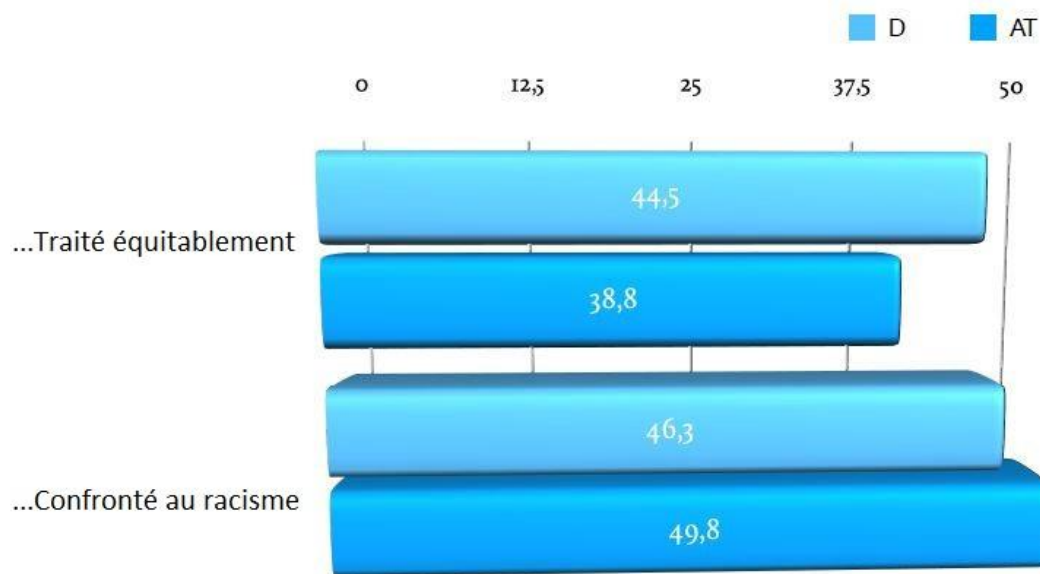
Pour aborder ces questions d'une manière différente, on a demandé aux répondants ce qu'ils ressentent par rapport aux natifs non-turcs dans leur pays d'accueil.

En outre, les membres de la communauté turque jugent que la discrimination et le racisme affectent leurs opportunités de carrière. Encore une fois, les jeunes répondants et les hommes sont plus susceptibles de dire que la discrimination affecte leur carrière. La communauté de la diaspora est divisée si le gouvernement de leur pays de résidence traite tous les citoyens équitablement.

La bonne nouvelle de l'enquête c'est peut-être que les répondants ont le sentiment que leurs voisins et collègues allemands et autrichiens acceptent leur présence. Cette réponse est presque unanime à travers l'enquête et elle est un indicateur puissant d'un sentiment d'appartenance ou d'acceptation.

L'intégration

L'enquête a soulevé plusieurs questions spécifiques sur l'intégration, l'immigration et les relations entre les communautés de la diaspora et les communautés d'accueil dans leurs pays de résidence. Les résultats montrent une image distinguée d'une diaspora qui, comme mentionnée, se sent chez elle en Europe malgré les discriminations occasionnelles, mais elle valorise également sa propre identité. Les répondants déclarent expressément qu'ils se sentent chez eux dans leur pays actuel de résidence. Il n'y a pas de grandes différences en termes d'âge. Les femmes ont tendance à se sentir plus chez elles que les hommes, ce qui va dans le même sens de la constatation ci-dessus selon laquelle les hommes sont exposés plus à la discrimination que les femmes.

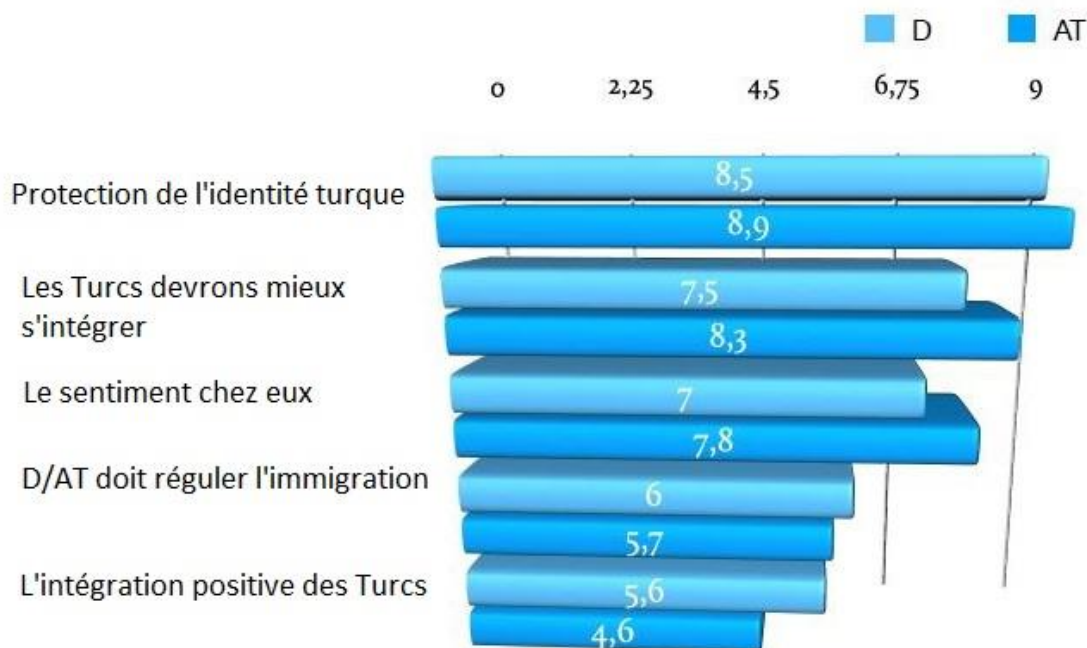


Dans cette section de l'enquête, deux pierres angulaires de l'attitude «intégrer mais pas être assimilé» sont claires. D'une part, les personnes interrogées conviennent que la communauté turque devrait être plus étroitement liée à la communauté non-turque au sens large. D'une façon intéressante, les répondants les plus âgés sont plus susceptibles de soutenir des liens plus profonds avec la communauté non-turque. Par ailleurs, les répondants sont également fermement convaincus que la communauté turque doit garder sa propre identité. (5)

Les répondants sont divisés quant à la poursuite de l'immigration dans leur pays de résidence.

Dans l'ensemble, ils estiment que leur pays devrait accepter moins d'immigrants.

D'une manière significative, en ce qui concerne les questions d'intégration, la plus grande séparation démographique existent entre les personnes ayant la citoyenneté dans leur pays de résidence et celles sans citoyenneté.



On peut s'attendre à de telles réactions des personnes qui n'ont pas la citoyenneté mais qui le souhaitent soient plus critiques du rythme du progrès vers l'intégration.

Éducation

L'enquête a également demandé des opinions sur l'éducation et la scolarisation, car les écoles sont importantes pour l'intégration et l'interaction entre les communautés d'immigrants et la population en général.

Les répondants croient fermement qu'eux-mêmes ou leurs enfants ont (ou ont reçu) une bonne éducation dans leur pays de résidence actuel. Les répondants sont d'accord également que les écoles de leur pays de résidence sont meilleures que celles de la Turquie. Les répondants ne préfèrent pas que leurs enfants grandissent et poursuivent leurs études en Turquie. Les répondants plus âgés sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'ils préféreraient (ou auraient peut-être préféré) que leurs enfants grandissent et obtiennent une éducation en Turquie. En fait, les personnes de plus de 50 ans sont le seul sous-groupe à considérer cette idée positivement.

Les répondants sont généralement satisfaits des opportunités offerts par l'enseignement supérieur en Europe. Ils conviennent que les Turcs ethniques ont une chance équitable de

fréquenter l'université dans leur pays de résidence. Les répondants sont largement satisfaits de l'accès à l'éducation turcophone et islamique dans leur pays de résidence. Rares sont ceux qui préfèrent leurs enfants fréquenter une école islamique toute la journée. (6)



La qualité de vie en Europe

Des membres de la diaspora montrent généralement un niveau élevé de satisfaction à l'égard de la vie en Europe et dans leurs pays respectifs. Dans l'enquête, on a demandé aux répondants d'évaluer le degré de satisfaction avec des affirmations différentes, 1 étant un fort désaccord et 10 étant un accord fort. Les répondants se disent heureux de vivre dans leur pays de résidence.

Les répondants évaluent nettement moins l'idée qu'ils vivraient plus heureux en Turquie, mais avec un poids non négligeable. Les répondants plus âgés sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'ils seraient plus heureux en Turquie. Par ailleurs, les plus jeunes, les plus riches et les mieux éduqués des personnes interrogées sont plus satisfaites de la vie en Europe. Ces réponses sont polarisées, avec beaucoup d'autres sont tout à fait d'accord ou fortement en désaccord. La plupart des répondants pensent que leur pays de résidence est plus démocratique que la Turquie.



Les répondants conviennent généralement que la relation entre leur pays de résidence et la Turquie affecte la manière dont les Turcs résidant dans ce pays sont traités. À cet égard, les personnes interrogées conviennent globalement que leur pays de résidence devrait soutenir davantage la Turquie. Les répondants plus âgés sont plus susceptibles de dire que leur pays actuel devrait donner plus de soutien à la Turquie, mais tous les groupes d'âge ont généralement le même avis.

L'enquête demandait également des descriptions ouvertes des avantages de vivre dans leur pays de résidence actuel. Ces réponses sont divisées en grandes catégories et reflètent la conviction largement répandue que les pays européens offrent plus de prospérité, de liberté et stabilité que la Turquie. Dans l'ensemble, 19% déclarent que la possibilité de travailler dans leur profession actuelle et le potentiel de gagner de l'argent grâce à cette activité constituent l'avantage le plus important – la plupart des répondants. Les questions liées à la liberté, à la démocratie et aux droits de l'Homme sont l'avantage le plus important pour 16 pour cent des répondants. La protection de la sécurité sociale et les droits des travailleurs sont les plus grands avantages pour 13% des répondants. Le niveau de vie plus élevé et les conditions de vie supérieures sont les plus grands avantages pour 13% supplémentaires des

interrogés. Les avantages d'une société organisée, d'une plus grande tolérance et de la sécurité juridique sont les plus importants pour 10 pour cent d'autres répondants. L'accès à de bonnes écoles, à la formation professionnelle et à la qualité globale du système éducatif est le plus grand avantage pour 9% des personnes interrogées. Seulement 20% des réponses ne faisaient pas partie de ces grandes catégories.

L'enquête a également ouvertement interrogé les personnes sondées sur les inconvénients de la vie en Europe. Ces réponses sont plus hétérogènes, mais le désavantage le plus fréquemment cité est la perte de sa propre culture et la séparation des liens familiaux, ce qu'affirment 19 pour cent des répondants. L'impact du racisme et de la discrimination est le deuxième désavantage fréquemment cité par 17 pour cent de tous les répondants.

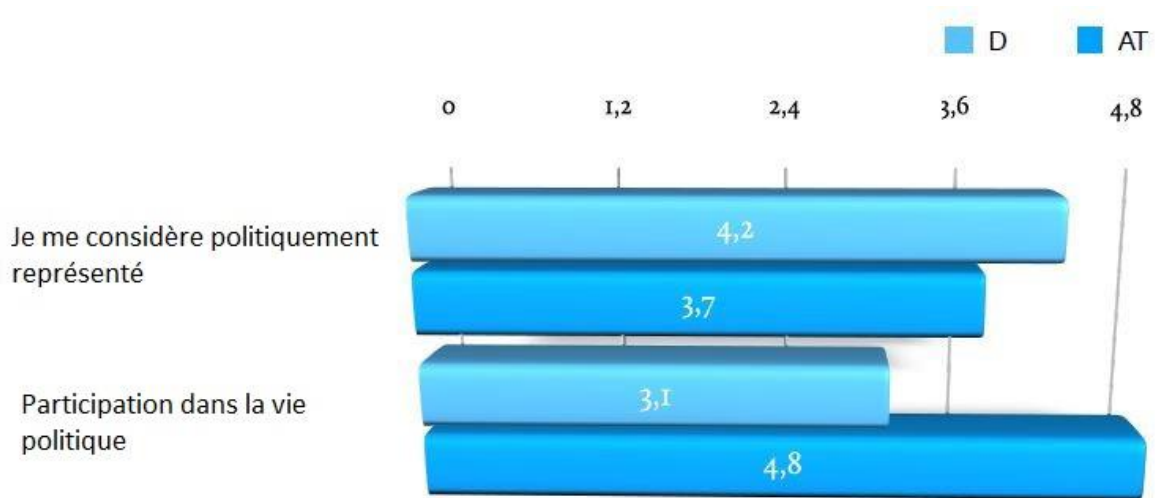
Beaucoup se plaignent à propos du froid social ou le manque de chaleur dans leur pays de résidence actuel et de la solitude qui va avec - une plainte exprimée par 8% des personnes interrogées. En tout cas, 8% des personnes interrogées ont estimé que la vie dans une culture étrangère était un désavantage.

Engagement politique et l'Europe

L'enquête montre un engagement politique minimal et une ambivalence généralisée parmi les communautés turques envers la politique européenne. Une interprétation optimiste pourrait être que cela reflète le niveau généralement élevé de satisfaction à l'égard de la vie en Europe et évite l'urgence de l'engagement politique. Bien entendu, d'autres explications sont possibles, notamment la possibilité que les partis politiques en Europe ne ciblent pas les groupes dans leur communication et leurs relations publiques. Certes, ceux qui n'ont pas la nationalité du pays d'accueil pourraient être excusés pour l'intérêt limité. En général, lorsque les Turcs basés en Europe expriment une opinion sur la politique européenne, ils tendent vers les partis sociaux-démocrates et les Verts, avec un profond scepticisme envers les partis conservateurs et un rejet presque complet des partis populistes.

Cette ambivalence envers le gouvernement et la politique chez les Turcs résidant en Allemagne et en Autriche se traduit par un taux élevé de non-réponses aux questions politiques, un faible intérêt pour les partis politiques et une perception manifestement répandue de la distance et du manque de respect pour les partis politiques établis.

Seulement quelques répondants estiment être représentés politiquement dans leur pays de résidence. Ceux qui n'ont que la citoyenneté turque ont toujours déclaré qu'ils se sentaient moins représentés politiquement dans tous les pays.



Lorsqu'on leur a demandé quel parti politique les respectait le plus, ainsi que leurs compatriotes turcs, beaucoup disent qu'aucun ne le fait. En fait, dans chacun des deux pays étudiés, la somme de «non-réponse» et le plus catégorique« aucun» représentent à peu près la moitié des réponses à cette question.

En Allemagne, par exemple, 26% des personnes interrogées déclarent que le Parti social-démocrate (SPD) respecte le plus leur communauté, tandis que 14% déclarent qu'«aucun parti» ne respecte leur communauté; 11 pour cent disent les Verts; 7% disent l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et son parti jumeau bavarois, l'Union chrétienne-sociale (CSU); et 4% disent Die Linke. Mais 35% d'entre eux ne donnent pas de réponse - ce qui reflète probablement un jugement négatif envers tous les partis.

La tendance générale est à peu près similaire en Autriche, bien que le Parti social-démocrate de

L'Autriche (SPÖ) a fait des progrès significatifs. 41% disent qu'il respecte le plus la communauté turque. 15 pour cent disent aucun parti; 9% disent les Verts; et seulement 1 pour cent disent le Parti de la liberté populiste de droite (FPÖ). Cependant, 30 pour cent ne donnent pas de réponse.

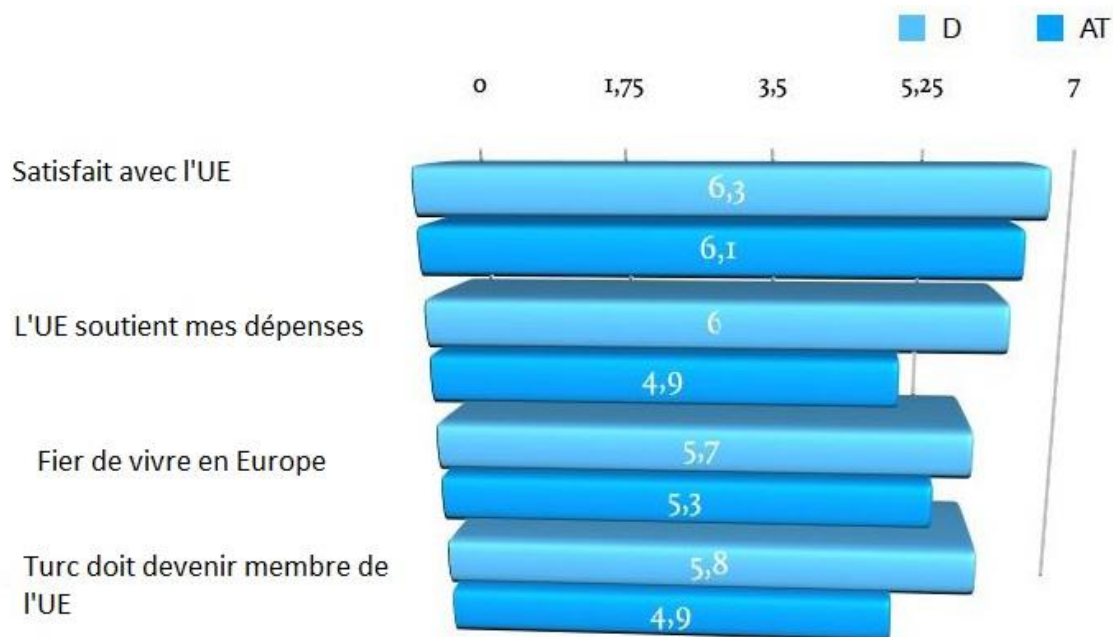
Le même classement des partis s'applique, mais moins soutenu, lorsqu'on a demandé aux répondants

A quel parti «s'identifient-ils». Le SPD l'emporte en Allemagne avec 21%, le SPÖ en Autriche (47 pour cent). Ici aussi, la somme de «pas de réponse» et le plus catégorique «Aucun» varient entre 35 et 50 pour cent dans chaque pays. En fait, «aucun» est la principale réponse en Allemagne (28 pour cent), en Autriche, elle reçoit 20 pour cent.

La préférence du peuple turc en Allemagne et en Autriche - du moins la part qui exprime toute identité politique dans le contexte européen – est pour la gauche européenne qui semble être en contraste avec la tendance vers la droite dans de nombreuses visions de la politique turque. En attendant d'autres études, cela s'expliquerait probablement par les politiques favorables aux minorités des partis politiques de gauche en Europe. Le Parti social-démocrate d'Allemagne, par exemple, a poussé à travers une réforme de la loi allemande sur la citoyenneté de 1999 à 2000 pour mieux intégrer les immigrants turcs.

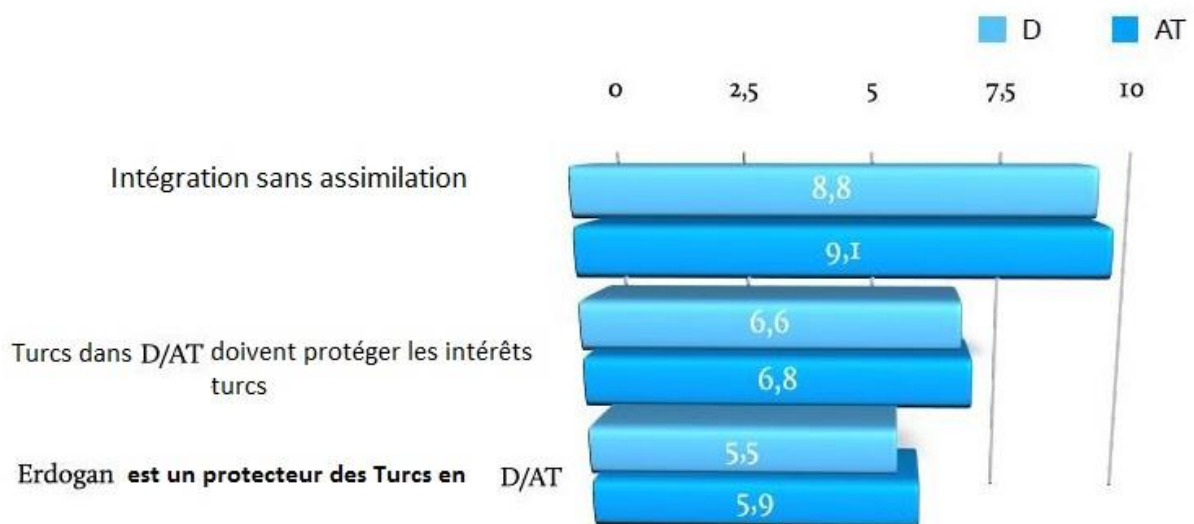
Des opinions à propos de l'Union européenne

L'enquête montre des opinions généralement positives sur l'Union européenne. La question était à quel point ils seraient d'accord avec l'affirmation «Je suis fier de vivre dans un pays qui fait partie de l'UE ».



Des opinions autour des politiques turques

L'enquête a également examiné les attitudes et la participation des communautés turques dans la politique turque ainsi que les effets de cette dernière sur les attitudes à l'égard de l'intégration dans leur pays de résidence. Les répondants pensent que le président Erdoğan se soucie du bien-être des Turcs dans leur pays actuel. Les jeunes répondants sont plutôt sceptique par rapport à cette idée. Interrogés sur la déclaration antérieure d'Erdoğan selon laquelle les Turcs devraient « intégrer, sans être assimilés » en Europe, les répondants sont tout à fait d'accord avec une valeur élevée, mais avec un soutien un peu plus fort en Autriche. Ici aussi, les plus jeunes âges du groupe soutiennent relativement moins cette affirmation, bien que dans l'ensemble, ils sont généralement fortement d'accord avec le point de vue d'Erdoğan.

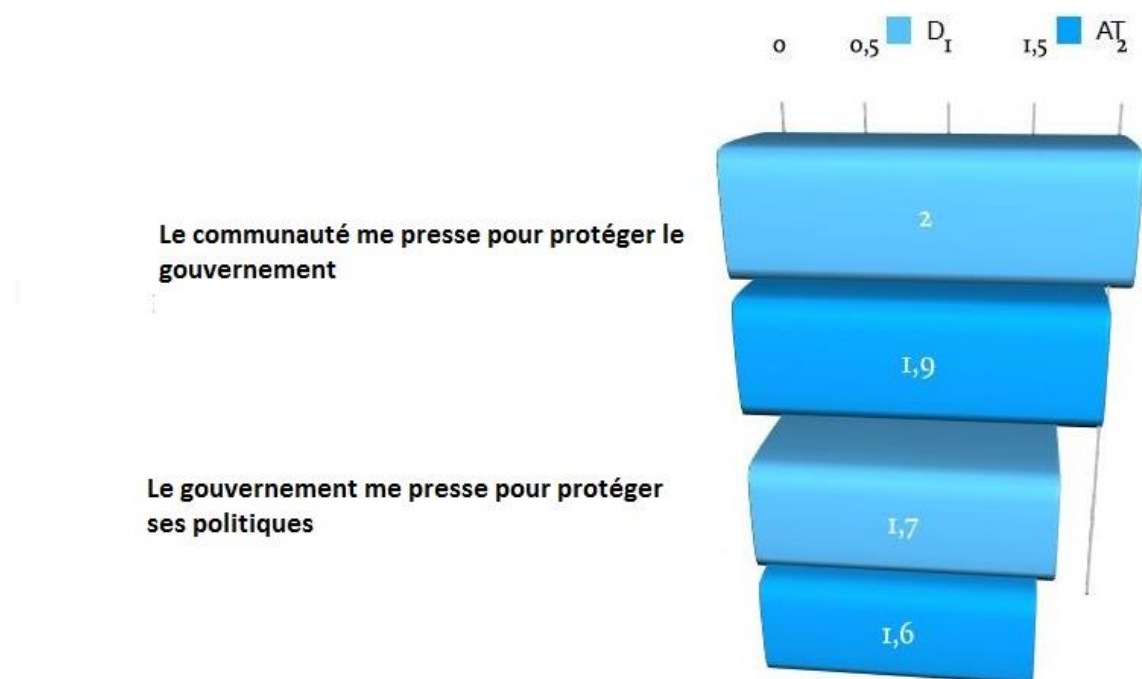


Dans l'ensemble, le président Erdoğan est le premier choix, bien qu'avec des différences considérables entre les pays et un degré élevé de polarisation. Dans l'ensemble, les répondants donnent Erdoğan une valeur positive en Allemagne de 5,46, en Autriche de 6,61. Le président Erdoğan est également vu plus positivement par les répondants plus âgés, ce qui reflète la tendance chez l'électorat turc.

Ekrem İmamoğlu, le maire d'Istanbul, est la deuxième personnalité politique turque la plus populaire avec un poids de 5,04. Aucun autre dirigeant politique turc ne reçoit une pondération favorable et globalement positive. Compte tenu de sa mobilisation des jeunes partisans en Turquie même, il est peut-être surprenant que İmamoğlu soit mieux noté par les répondants plus âgés que par les plus jeunes, ce qui peut refléter l'intérêt fondamental plus élevé des répondants plus âgés pour la politique turque - beaucoup d'entre eux ont

grandi en Turquie après tout. Devlet Bahçeli est avec une valeur positive de 4,27 - bien en dessous de la marque neutre de 5,0 et en ligne avec ses valeurs en Turquie - la deuxième personne la plus fréquemment notée, qui a obtenu une pondération légèrement positive de 5,26 en Autriche. Bahçeli est également préféré par les répondants plus âgés. Kemal Kılıçdaroğlu a une pondération positive de seulement 3,80 au total et n'est noté positivement dans aucun pays. Selahattin Demirtaş a aussi une pondération positive de seulement 3,02.

Dans l'ensemble, les communautés de la diaspora reflètent en effet un bon nombre de différences politiques et générationnelles en Turquie.



Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient voté aux élections turques de 2018, 56% des citoyens turcs - célibataire et en couple, tous deux éligibles à voter - ont déclaré qu'ils l'avaient fait, tandis que 39% ne l'avaient pas fait. 5% n'ont pas répondu. (Encore une fois, les citoyens turcs et les citoyens ayant la double nationalité constituaient ensemble 65% de l'échantillon total). Ce taux de participation auto-déclarés variait entre les deux pays de 2 pour cent statistiquement insignifiant. Les répondants plus âgés ont déclaré voter plus souvent que d'autres catégories. Cela pourrait encore une fois refléter leur grand intérêt pour la politique turque.

Parmi ceux qui ont dit avoir voté, l'AKP a obtenu 51% des voix, le CHP 30%, le HDP 10% et les autres partis 9%. L'AKP a réalisé des performances significatives en Autriche avec 64 pour cent.

Les réactions pour le soutien des candidats à la présidentielle turque de 2018 sont globalement similaires: Recep Tayyip Erdoğan a reçu 55% de soutien des électeurs déclarés, Muharrem İnce du CHP 31%, Selahattin Demirtaş du HDP 10 pour cent et d'autres seulement 4 pour cent. Erdoğan a particulièrement bien réalisé en Allemagne et en Autriche avec respectivement 63 pour cent et 69 pour cent.

Avec une seule exception importante, ils reflètent clairement la composition politique des électeurs turcs. Le Parti ultranationaliste du Mouvement national (MHP) avec 11% et son parti peut-être un peu moins nationaliste, le Parti İyi (10%), a remporté ensemble plus élevé de 20% des électeurs en Turquie, alors qu'ils en ont remporté moins de la moitié parmi les Turcs vivant en Allemagne et en Autriche. Ceci est remarquable compte tenu de l'attention que les Loups Gris extrémistes associés au MHP ont reçu en Europe. (11)

Indépendamment de leur citoyenneté ou de leurs opinions sur la politique turque, la plupart des Turcs d'Europe jugent important de défendre la politique turque. Les répondants peuvent penser que la communauté turque dans leur pays de résidence est forte et unie avec un poids moyen de 5.92. Les jeunes électeurs se soucient moins que leurs aînés de soutenir la politique turque, bien qu'ils la considèrent toujours plus importante.

Conclusion

L'enquête donne une image très mitigée de ceux qui souhaitent une intégration complète des immigrés turcs dans les sociétés européennes. Cela reflète une attitude généralement positive - quoique loin d'être parfaite - bilan d'adaptation et de compréhension interculturelles.

Les Turcs européens apprécient profondément leur pays « adoptés » - non seulement pour les avantages matériels et les opportunités professionnelles et éducatives, mais aussi pour des valeurs moins tangibles telles que la liberté, l'organisation et l'application de la loi. Les jeunes Turcs formés en Europe se sentent de plus en plus à l'aise avec les langues nationales qu'avec le turc.

Cependant, le premier sentiment d'identité de la communauté turque demeure majoritairement

Turc. Sur une échelle de 1 à 10, la communauté a évalué l'importance de leur identité avec 8,70 et l'importance de leur religion avec 7,84. Ces chiffres dépassent considérablement l'importance que les Turcs européens attachent à l'identification avec leur Pays de résidence. En résumé, la plupart d'entre eux se considèrent d'abord turcs ou musulmans qu'Autrichiens ou Allemands. En outre, une majorité significative utilise principalement à la maison le turc, qui est davantage la langue nationale, pour la lecture, le divertissement et la plupart des informations. Ils sont beaucoup plus préoccupés par les évolutions politiques en Turquie que par celles dans les pays de leur résidence. La télévision en langue turque est leur principale source d'information. Même la jeune génération, linguistiquement plus ouverte sur le pays dans lequel elle vit que la génération précédente, partage en grande partie le concept d'identité de l'ancienne génération et sa focalisation sur l'actualité de la Turquie. Si les dirigeants politiques européens veulent s'exprimer à la diaspora turque, ils doivent clairement aller là où ils sont et mener les relations publiques dans les médias de langue turque, en particulier à la télévision.

La diaspora peut refléter sa vision généralement positive de la vie en Europe et son intérêt continu pour la Turquie et ses relations avec la Turquie, et sont largement ambivalentes, voire aliénées, sur la politique européenne. D'une part, les Turcs basés en Europe montrent peu de critiques par rapport aux gouvernements des pays concernés, mais ils montrent également peu d'intérêt pour leur politique. La plupart des Turcs européens n'ont pas de fortes préférences de partis politiques - en fait, la plupart disent ne pas s'identifier aux partis politiques en Europe - à part une claire aversion pour les partis d'extrême droite. Ceux qui expriment des préférences ont tendance à favoriser les partis sociaux-démocrates. Mais la plupart d'entre eux ont juste le sentiment de ne pas être représentés politiquement en Europe.

Pour les Européens préoccupés par l'influence d'Ankara sur le peuple turc en Europe, le message est également mitigé. D'une part, la diaspora dans son ensemble considère qu'il est important de soutenir la politique turque, même si l'enquête n'a pas demandé de Stratégies. D'un autre côté, les Turcs de cet échantillon rejettent l'idée que l'État turc et les représentants du gouvernement fassent pression sur eux pour qu'ils soutiennent la politique

turque. En plus, un manque d'intérêt pour la politique de leurs pays d'accueil peut réduire l'influence de la diaspora sur la politique étrangère des pays européens.

Les Turcs de tout âge sont toujours étroitement impliqués dans les développements politiques en Turquie – étroitement liées par des sources d'information en turc et les médias sociaux - et dire que l'état des relations entre le pays hôte et la Turquie est la façon dont elles sont perçues par la population hôte est considérablement affectée. Le président Erdoğan, qui a inquiété les dirigeants européens des États et des gouvernements avec des mots clairs ces dernières années, est la figure politique turque la plus populaire parmi les Turcs européens interrogés. Erdoğan est également très polarisant dans la communauté de la diaspora, tout comme en Turquie. Erdoğan et son parti ont également été favorisés par une légère majorité parmi les Turcs basés en Europe qui ont voté aux élections turques de 2018. La communauté est fermement d'accord avec l'avertissement d'Erdoğan selon lequel ils devraient « être intégrés, mais sans être assimilés » dans les sociétés européennes.

L'interaction entre cette croyance, qui se traduit par un certain nombre de réponses aux questions de l'enquête, et la volonté de nombreux Européens de mieux intégrer les minorités turques continuera sans doute à créer des tensions.

La communauté turque semble de plus en plus satisfaite de l'Europe et de chez elle en Europe.

Cependant, la même communauté reste fidèle à son identité turque, qui remplace de loin toutes les autodéfinitions autrichiennes, néerlandaises, françaises, allemandes ou européennes. Reste à savoir quelle tendance conduira pour définir cette évolution de la communauté: intégration, assimilation, multiculturalisme ou tout autre concept.

Épilogue

La citoyenneté facilite l'intégration. Des études allemandes, basées sur des sondages en ligne et hors ligne, montrent que le degré d'intégration de la diaspora turque dans la société européenne augmente avec la durée de résidence en Europe et l'exposition dans les grands médias européens et diminue avec le fait de garder la citoyenneté turque. Une étude représentative de l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF) en 2018 a révélé qu'un nombre important des citoyens allemands d'origine turque s'identifient à l'État allemand, tandis que ceux qui restaient citoyens turcs s'identifiaient davantage à la Turquie.

Avoir les mêmes droits que la population locale et devenant ainsi membre de la Communauté européenne étaient d'importants facteurs d'intégration.

L'Allemagne

La diaspora turque en Allemagne a des racines dans le programme des travailleurs invités de 1961, qui visait à amener temporairement des travailleurs turcs en Allemagne afin de remédier à la pénurie de main-d'œuvre causée par la reprise économique après la Seconde Guerre mondiale. L'accord faisait partie d'un effort global du gouvernement allemand pour garantir la main-d'œuvre à bas prix du Sud-est de l'Europe, des Balkans et de l'Afrique du Nord. L'idée était que cet afflux de travailleurs serait temporaire et que très peu d'efforts étaient faits pour intégrer les travailleurs ou les encourager à apprendre l'allemand. En fait, seuls quelques invités parmi les travailleurs sont retournés en Turquie et beaucoup ont décidé de faire venir leur famille de Turquie pour les rejoindre et de s'installer définitivement en Allemagne. En 2016, près de 3 millions de Turcs en Allemagne formaient la plus grande minorité ethnique du pays, mais seulement 24.6000 environ d'entre eux possèdent la nationalité allemande.

Ce manque d'intégration complète trouve ses racines dans le droit allemand de la citoyenneté, qui ne prévoyait pas le droit de naissance jusqu'en 2000 - avec des restrictions - et qui a rendu la double nationalité assez difficile. Selon la loi allemande sur la citoyenneté, une personne devait avoir au moins un parent allemand de 1913 à 2000. Jusqu'au 1er janvier 2000, «Les enfants des non-Allemands nés en Allemagne - quelle que soit la durée du séjour de leurs parents - n'avaient pas le droit à la citoyenneté allemande». Cela signifiait que de nombreux enfants des travailleurs invités nés en Allemagne avaient grandi en Allemagne, mais sans avoir la nationalité allemande. Dans presque tous les cas, la loi allemande exigeait également de ceux qui voulaient se naturaliser de renoncer à toute autre citoyenneté, ce que de nombreux immigrants turcs n'étaient pas prêts à le faire. La réforme de la loi sur la citoyenneté de 1999 à 2000 visait explicitement à mieux intégrer les immigrés turcs - contrairement à la population générale et aux autres communautés d'immigrants - et ont été poussés par le SPD, qui assurait probablement une certaine attirance pour la

Diaspora turque. La nouvelle loi accorde la citoyenneté aux personnes nées en Allemagne si l'un des parents vivait en Allemagne depuis au moins huit ans au moment de leur naissance. La loi prévoyait également des dispositions permettant de conserver la nationalité antérieure lors de la naturalisation. Cependant, la loi stipule également qu'un enfant qui a acquis plusieurs nationalités doit décider jusqu'à l'âge de 23 ans s'il souhaite garder la citoyenneté allemande et abandonner les autres ou vice versa. Néanmoins, certaines exigences de naturalisation ont ensuite été assouplies, comme la durée du séjour requise, tandis que d'autres nouvelles exigences ont été introduites, comme un serment de loyauté et un test de langue. Depuis 1981, les autorités turques avaient permis aux Turcs à l'étranger de renoncer brièvement à la nationalité turque - afin qu'ils puissent se naturaliser ailleurs, comme en Allemagne - afin de retrouver ensuite la nationalité turque et de conserver tacitement la double nationalité. Les réformes allemandes de 1999 à 2000 ont éliminé cette possibilité et ont bloqué l'accès vers la double nationalité. Pris ensemble, les changements ont en fait contribué à un déclin de la naturalisation turque en Allemagne. « Le pic en 1999 était de plus de 100.000, puis il est tombé à 19.695 en 2015 et à seulement 16.290 en 2016 ».

Une autre réforme en 2014 a mis fin à l'exigence selon laquelle les enfants nés en Allemagne âgés de 23 ans doivent choisir entre les nationalités, ce qui permet une double nationalité permanente, à condition que la personne ait vécu en Allemagne pendant huit ans, y fréquente l'école depuis six ans ou a achevé ses études dans une école allemande. Pour ceux qui sont nés ailleurs, comme la première génération d'immigrants turcs en Allemagne, la double nationalité n'est autorisée que dans des cas très étroits. Une naturalisation complète de l'ancienne génération de Turcs est donc toujours relativement rare.

L'Autriche

La loi autrichienne sur la citoyenneté est largement basée sur une loi de 1949, qui est régie par le principe de droit su sang - où la citoyenneté d'une personne est principalement définie par la citoyenneté de ses parents - et la double nationalité n'est guère autorisée. Le droit autrichien considère la naturalisation comme «seulement la dernière étape» d'un «processus d'intégration réussi». L'Indice politique de l'intégration des migrants (MIPEX) décrit le chemin vers la citoyenneté en Autriche comme « l'un des plus longs et les plus

lourds, les plus secrets et coûteux ... Les directives de l'Autriche sont les plus restrictives de l'Europe occidentale ».

L'Autriche n'a enregistré aucune tentative de libéralisation comparable au changement allemand de 1999 à 2000, et le principe de la descendance s'applique toujours. Les enfants nés des parents mariés acquièrent la nationalité autrichienne si l'un des parents est autrichien. Jusqu'en 2013, les enfants illégitimes n'acquièrent la citoyenneté que si leur mère est autrichienne. Dans le cas d'une mère étrangère, cependant, il était légalement exigé qu'un père autrichien reconnaisse un enfant né hors mariage afin de confirmer la nationalité autrichienne. Une décision de justice de 2013 a assoupli certaines de ces restrictions, mais pas dans tous les cas, et la loi continue d'exiger que les parents autrichiens d'enfants illégitimes des mères étrangères doivent reconnaître l'enfant avant la naissance ou dans les huit semaines suivant la naissance pour obtenir la citoyenneté. La naturalisation est difficile et nécessite, entre autres, 10 ans de résidence légale, des ressources financières, des compétences linguistiques avérées et des tests de réussite sur l'éducation civique, l'histoire et la culture autrichiennes. Les exigences strictes et les coûts financiers ont entraîné une baisse des taux de naturalisation pour les immigrants défavorisés.

Comme en Allemagne, l'Autriche a commencé à autoriser les travailleurs invités à entrer dans le pays dans les années 1960 afin de remédier à la pénurie de la main-d'œuvre. Les naturalisations ont augmenté avec cet afflux, bien qu'ils soient restés faibles généralement, mais ils ont considérablement baissé dans les années 80, pour augmenter de nouveau dans les années 90. Les ressortissants turcs ne représentaient que 17% de toutes les naturalisations en 1985 pour passer à 31 pour cent en 2004. Cela démontre l'intérêt considérable montré par la communauté turque en Autriche pour les naturalisations, mais cela était aussi dû en partie aux changements apportés en 1995 qui ont permis aux immigrants turcs de conserver la majeure partie des droits de la citoyenneté turque et évite certaines obligations militaires de la Turquie et rend la double nationalité particulièrement attrayante.

Cependant, la mise en œuvre de la loi autrichienne sur la naturalisation et la citoyenneté est surveillée par les autorités locales particulièrement dans certains endroits comme Vienne où ils ont fixé des critères de naturalisation plus permissifs. Ce localisme - comme la croissance des immigrants turcs et balkaniques - a déclenché un contrecoup, et les lois adoptées en

1998 et 2005 ont introduit des exigences nationales plus strictes et uniformes, y compris des tests de langue et d'éducation civile. Ces années ont également apporté des obstacles administratifs à la naturalisation, qui en ont réduit le nombre. Par conséquent, le nombre total des naturalisations et le taux de naturalisation ont diminué depuis la législation de 2005, pourtant le nombre des résidents autrichiens nés à l'étranger a continué à augmenter. En effet, entre 2003 et 2011, les naturalisations ont chuté de 85% à leur niveau le plus bas depuis 1973. Mais le nombre total des naturalisations a de nouveau augmenté ces dernières années, bien que le taux de naturalisation reste assez faible à 0,7 pour cent. Selon les statistiques autrichiennes officielles de 2019, environ 28.2800 personnes d'origine turque vivaient en Autriche, dont 160.300 immigrants de première génération et 122.500 immigrants de deuxième génération et ils sont nés en Autriche.